

INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

Indice des prix des produits alimentaires

- ↘ production agricole : - 0,6 %
- ↘ production agroalimentaire : - 0,1 %
- ↗ IPAMPA* : + 1,6 %
- ↗ consommation alimentaire : + 0,2 %

*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole
(février 2015 - avril 2015)

Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- ↘ solde commercial français : 2 232 M€
- ↗ solde commercial NPdC : 192 M€
(1^{er} trimestre 2015)
- ↘ Cours du baril de pétrole Brent : 57,9 \$
- 10 % sur un trimestre
(10/03/2015)
- ↘ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,24 \$
- 12 % sur un trimestre (10/03/2015)
- ↗ Croissance du PIB : + 0,6 %
(1^{er} trimestre 2015)

Déficit budgétaire : - 59,8 Md€

(30/04/2015)

Dette publique : 2 038 Md€

95 % du PIB

(4^{ème} trimestre 2015)



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
REGION NORD-PAS DE CALAIS



INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Le Nord-Pas de Calais :
1^{ère} région de province

Pour la troisième année consécutive, le bilan des investissements directs étrangers en Nord-Pas de Calais progresse, tant en nombre de projets qu'en nombre d'emplois. Et pour la première fois depuis 2001, la région se hisse sur la première marche du podium des régions françaises (hors Ile-de-France), devant Rhône-Alpes, PACA et Midi-Pyrénées.

Un emploi sur dix en région

Plus de 1 600 établissements à capitaux étrangers sont implantés dans la région et contribuent à plus de 10 % de l'emploi salarié régional et plus du tiers des exportations. Dans le seul secteur de l'industrie, cette proportion grimpe à 28 %. L'industrie capte en effet 26 des 47 projets d'investissements étrangers en 2014.

La meilleure performance depuis 2008

La part du Nord-Pas de Calais dans le bilan national progresse encore. Elle s'établit à 6,4 % pour le nombre de projets et à plus de 12 % pour le nombre d'emplois créés ou maintenus, un record pour la région.

Avec 47 projets et 3 077 emplois sur un total de 25 478 emplois créés ou maintenus par des sociétés étrangères en France en 2014, le Nord-Pas-de-Calais a capté près d'un emploi national sur huit. Une proportion qui augmente encore lorsque l'on se place dans l'optique grande région qui totalise en 2014 plus de 4 000 emplois créés ou sauvegardés par des sociétés étrangères. Le Nord-Pas de Calais - Picardie se place ainsi au même niveau que les Flandres belges ou l'Écosse.

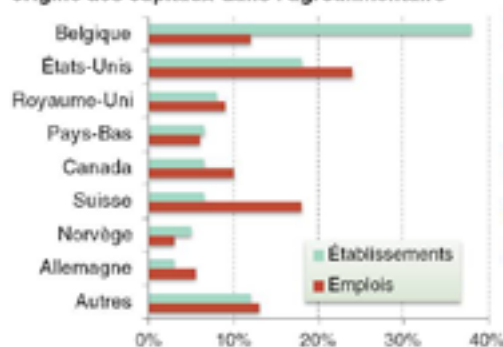
Près de 9 000 emplois dans la filière agroalimentaire

En pesant pour 9 % de l'emploi généré par les capitaux étrangers en région, la filière agroalimentaire représente le 3^{ème} secteur productif le plus attractif derrière la métallurgie et la chimie-plasturgie.

La Belgique concentre de loin le plus grands nombre de structures : 4 établissements étrangers sur 10 sont d'origine belge. Ces derniers sont de taille moyenne comparativement aux établissements originaires des États-Unis ou de la Suisse par exemple, qui prédominent en nombre de salariés grâce à l'implantation de très grandes structures.

9 % de l'emploi et 4 % des établissements à capitaux étrangers dans l'agroalimentaire

Répartition des établissements et emplois par origine des capitaux dans l'agroalimentaire



Top 5 des plus grands établissements agroalimentaires à capitaux étrangers

1. **Herta** : 950 salariés
Saint-Pol-Sur-Ternoise, préparation industrielle de produits à base de viande
2. **Moy Park** : 509 salariés
Hénin-Beaumont, plats préparés à base de volailles
3. **McCain** : 505 salariés
Hames, fabrication de frites surgelées
4. **Lamy-Lutti** : 400 salariés
Bondues, produits de confiserie
5. **Coca-Cola** : 376 salariés
Soex, boissons gazeuses

LOGISTIQUE ALIMENTAIRE

Les défis de la filière agroalimentaire en Nord-Pas de Calais

Grâce à de nombreux atouts (une position géostratégique, un réseau dense d'infrastructures de transport et un bassin de production et de transformation de 1^{er} plan), la filière alimentaire régionale génère de nombreux flux logistiques tant internationaux que nationaux ou infrarégionaux. Mais, bien qu'importante et vitale pour l'économie régionale, la logistique alimentaire peut se trouver fragilisée voire menacée par plusieurs facteurs internes et externes.

Répondre aux caractéristiques spécifiques du transport agroalimentaire

Le transport régional de produits agroalimentaires présente des spécificités au regard des autres filières. Le transport fluvial est plus développé. Les projets en cours, notamment autour du Canal Seine Nord, sont donc des leviers importants de développement. Le transport routier est davantage internalisé dans les entreprises de la filière. Enfin, il nécessite une logistique particulière qui tient notamment à la nature des produits transportés (produits frais, périssables et pondéreux).

Une filière soumise à de nombreux aléas

Le transport de produits alimentaires est particulièrement volatile et dépendant, ce qui nécessite une forte réactivité pour la continuité des approvisionnements. Les maladies et épidémies (grippe aviaire, grippe porcine...), pouvant impacter tant les flux entrants que sortants, constituent un premier type de menace. De même, la conjoncture économique aux impacts tant positifs que négatifs (variation du cours de l'euro ou du cours du pétrole, ralentissement ou croissance des économies des pays tiers...) pèse fortement dans les volumes et destinations des marchandises. Enfin, les tensions géopolitiques, comme a pu le montrer la crise liée

LES FLUX DE PRODUITS ALIMENTAIRES EN NPDC

9,6 Md€ de commerce extérieur

- 5,8 Md€ d'export (18 % du total régional)
- 3,8 Md€ d'import (14 % du total régional)

13,9 Mt de transport avec les autres régions (31 % du total régional)

- 6,3 Mt de flux sortants
- 7,5 Mt de flux entrants

22 Mt de transport infrarégional

- 1/4 du transport infrarégional total

Sources : Douanes ; SOeS - SitraM

à l'embargo russe, peuvent venir bouleverser les équilibres en place.

Une filière qui connaît des changements structurels forts

Au-delà des facteurs conjoncturels, la logistique alimentaire doit faire face à des bouleversements de fond.

La disparition des quotas, laitiers depuis le mois d'avril et sucriers en 2017, bouleverse les dynamiques actuelles. A priori, ils peuvent constituer une opportunité d'augmentation de trafic, pour les ports régionaux déjà bien placés sur le segment sucrier notamment. Mais cela nécessite de bien dimensionner les infrastructures, pour faire face à la concurrence. Pour le transport maritime de sucre par exemple, il s'agit pour le port de Dunkerque d'attirer de nouvelles lignes maritimes et de proposer des services adaptés au regard du dynamisme des ports concurrents du Havre ou d'Anvers.

La baisse constatée des approvisionnements locaux dans certaines filières peut s'accompagner

d'une pression concurrentielle plus importante des pays tiers, ayant pour conséquence une diminution des flux sortants et des excédents commerciaux. C'est le cas notamment de la filière porcine pour laquelle la production baisse en France malgré une demande mondiale en croissance.

Enfin, la disparition d'outils de transformation en région modifie également la structure des flux alimentaires. Avec la fermeture d'abattoirs, au profit d'outils belges par exemple, (notamment pour les filières volailles et porcs), la production locale est moins transformée en région. En résulte un recours plus important au transport sortant d'animaux vivants et donc, une autre logistique aux contraintes différentes et un trafic entrant plus important de produits transformés.

Vers une saturation du réseau d'infrastructures combinée à une prise de conscience accrue envers le développement durable

Malgré un réseau d'infrastructures diversifié et dense, le Nord-Pas de Calais, 2^{ème} région la plus densément peuplée après l'Île-de-France, doit faire face à une saturation de l'espace due tant aux pressions résidentielles qu'économiques, notamment autour de l'euro-métropole de Lille. Le réseau routier est particulièrement impacté, pouvant entraver les délais d'approvisionnements. Les grands projets en cours, comme le Canal Seine Nord Europe ou le Réseau Express Grand Lille, amènent toutefois des perspectives positives pour développer le transport de fret et fluidifier le transport de passagers.

Enfin, la prise de conscience de plus en plus généralisée et prégnante en faveur du développement durable nécessite de repenser les modes de transports habituels et l'offre modale tout en intégrant les contraintes de la logistique alimentaire.

MARCHÉS

Le sans gluten, un marché pérenne ou une opportunité marketing ?

Le marché du sans gluten est certainement le marché le plus emblématique des marchés de produits « sans » (sans lactose, sans sucre, sans huile de palme, ...). En témoignent sa dynamique de croissance et la rapidité et l'ampleur de la transition d'un produit thérapeutique à destination d'un public restreint vers un produit bien-être à destination d'un public plus large, frôlant ainsi le « mass market ».

Une croissance exponentielle

Représentant 3,6 Md\$ et enregistrant un taux moyen de croissance annuelle de 8,5 % sur les 5 dernières années, le marché mondial du sans gluten représente désormais 20 % du marché des produits dédiés aux intolérances alimentaires, après les produits sans lactose et devant les produits alimentaires pour diabétiques. Même si les pays émergents commencent à y contribuer, les marchés nord-américains et européens sont les principaux moteurs de la croissance mondiale. Ils afficheront des taux de à deux chiffres dans les prochaines années.

S'il semble encore embryonnaire comparativement à la situation britannique ou allemande, le marché français passera de 93 M€ en 2014 à plus de

200 M€ en 2018 grâce à un potentiel de croissance de l'ordre de 11 % par an.

D'un marché de niche à un marché de grande consommation

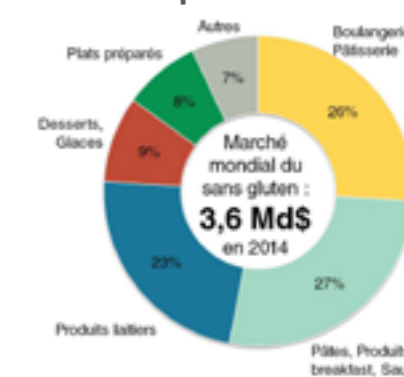
La croissance historique du segment a été portée par une réponse thérapeutique, la croissance future reposera en grande partie sur la transition vers le segment « bien être » avec un rôle majeur de la diversification de l'offre. Depuis quelques années, les produits sans gluten sont sortis des magasins spécialisés. La distribution généraliste représente désormais plus de 80 % de la consommation avec l'arrivée sur le marché non seulement des grandes marques mais également des marques distributeurs. De par d'importantes campagnes de communication sur les bienfaits du sans gluten sur un organisme sain, la cible s'élargit, bien au-delà des consommateurs intolérants au gluten.

Des impacts sur la structure productive

Malgré des barrières techniques encore présentes (effort d'innovation et savoir-faire industriel à développer), ce marché semble se pérenniser, bouleversant ainsi les structures de la production

agricole actuelle. Un impact non négligeable pour le Nord-Pas de Calais : les céréales représentent 15 % du chiffre d'affaires agricole. Pour la future grande région, ce ratio grimpe à 32 %. Toutefois, certains industriels régionaux semblent déjà s'y préparer, à l'instar de Dagniaux-Ruiz qui lance deux nouveaux produits en 2015 : les glaces sans gluten et sans lactose.

75 % du marché mondial pour les produits de boulangerie-pâtisserie, les pâtes alimentaires et les produits laitiers



Source : Crédit Agricole, Note de conjoncture Prisme n°7

AGROÉQUIPEMENTS - La « robolution » agricole : un levier pour répondre aux enjeux d'aujourd'hui et de demain ?

D'ici 2050, la population mondiale augmentera de près de 3 milliards d'habitants, nécessitant 1 Md de tonnes de céréales supplémentaires et exigeant ainsi une hausse moyenne des rendements de 40 %. Parallèlement, le revenu agricole continue de fluctuer. En 2014, il a reculé de 15 % en France. Pour accompagner la permanente recherche de gains de productivité et d'économies d'échelle en agriculture, la « robolution » semble être une opportunité de taille.

Un marché mondial en plein essor



estimation - Source : IFR, traitement Xerfi

Un virage français vers la robolution pris tardivement

La robolution, néologisme créé à partir des mots « robot » et « révolution », théorise le bouleversement issu de l'arrivée des machines intelligentes dans le monde professionnel et privé. Sur ce plan, la robotique française doit rattraper son retard dans tous les domaines : industriel, tertiaire et aussi agroalimentaire. Les sites industriels français sont parmi les moins robotisés des pays avancés. Même si la France est très bien positionnée sur le marché des agroéquipements, concernant les nouvelles technologies agricoles, elle ne pèse encore à peine plus de 1 % du marché mondial.

La robotique agricole, un marché à fort potentiel

Bien que le marché français de l'agriculture de précision (numérique et robotique) reste encore embryonnaire, les projets d'automatisation fleurissent un peu partout en France depuis plusieurs mois. En particulier sur les segments les plus matures comme les robots de traite ou les drones de surveillance des champs agricoles. Les robots de traite, par exemple, équipent 8 % des fermes

actuellement, un taux estimé à 40 % dans 10 ans. Selon une enquête de l'INRA en 2008, le temps moyen gagné grâce à un robot est d'environ 2 minutes par vache et par jour. En somme, un gain de 1 440 heures de travail ou 120 jours de travail pour un troupeau de 60 vaches. Au-delà de ces segments, citons également l'essor des systèmes d'informations agricoles ou encore des machines utilisées pour la fertilisation ou pour compter ou nourrir les troupeaux.

Des conditions nécessaires pour entrer dans la robolution

Toutefois, si elle semble nécessaire pour rester compétitif, la bascule dans la robolution agricole n'est pas sans poser des questions légitimes et nécessite une évolution des modèles actuels. Par ailleurs, pour que le marché français se matérialise, il doit se structurer autour de quelques acteurs principaux, encore peu présents par rapport aux concurrents étrangers très majoritaires actuellement.

Pour en savoir + : dossier « Lusine est dans le pré » Usine Nouvelle n°342217 - Mai 2015



Agroalimentaire

L'investissement au point mort mais un emploi qui résiste. Découragées par la guerre des prix, les entreprises agroalimentaires n'ont pas investi en 2014. 273 n'ont pas survécu. La production alimentaire a diminué en France en 2014 (-0,8%), alors qu'elle a repris dans les autres pays européens. Toutefois, l'emploi a bien résisté (+0,2%), une exception dans l'industrie.

Jean Caby : de nouvelles perspectives. L'industriel recentre son activité sur la production de knacks et les saucisses cocktails, marché sur lequel il est leader. La production sera transférée du site de Saint-André vers une usine neuve à Comines. Le besoin en personnel s'établirait à environ 250 personnes (315 salariés aujourd'hui).

Tereos innove pour transformer demain le bœuf en viande. Distingué dans les "concours mondiaux de l'innovation 2030", le groupe coopératif veut développer une alternative à la consommation de protéines animales en industrialisant la production de filets de viande végétale, burgers et saucisses sur une ligne pilote en Alsace (objectif à 2 ans).

Tereos rachète le distributeur britannique de sucre Napier Brown Sugar, 1^{er} distributeur indépendant de sucre en Europe (300 000 t commercialisées, 20 % de parts de marché en grande distribution et 15 % auprès de l'industrie agroalimentaire), afin de renforcer ses positions au Royaume-Uni.

Cérélia, spécialiste des pâtes à cuire Crousti-pate, bascule entre les mains du nordique IK. Le fonds Sagard devrait céder le groupe pour près de 300 millions d'euros. Présent dans 18 pays et ayant un site à Liévin, le groupe fabrique 100 000 tonnes de pâtes par an.

Menace de fermeture de l'usine Findus à Boulogne-sur-Mer. Le projet de cession de Findus au profit du groupe Nomad (maison-mère du rival Iglo), annoncé début mai, s'accompagnerait d'une possible fermeture de l'usine de 200 salariés basée à Boulogne-sur-Mer. Une très récente offre de rachat par un groupe familial français pourrait toutefois garantir la survie de l'usine.

Filières

La betterave, une plante anti-réchauffement climatique, car elle est la seule grande culture à réaliser un triple exploit : profiter du réchauffement climatique pour augmenter son rendement (+68 %

en 30 ans), réduire très fortement ses émissions de gaz à effet de serre en consommant de moins en moins d'engrais (-43% depuis 1977) et permettre de rouler propre avec du biocarburant.

Sanction pour entente à l'encontre de 21 industriels de la volaille par l'Autorité de la Concurrence (15,2 M€). L'institution encourage la filière avicole à constituer une interprofession en contrepartie d'un adoucissement des sanctions.

Les céréales, atout géostratégique pour le France selon l'AGPB. L'excédent commercial céréalier de 8,4 Md€ en 2014 montre de nouveau la capacité française à répondre à la demande des pays sud-méditerranéens, de l'Afrique subsaharienne et du Proche-Orient et de concourir ainsi à leur stabilité.

Energie et environnement

Un institut français pour les matériaux agro-sourcés (IFMAS) à Villeneuve d'Ascq pour faire du Nord-Pas de Calais la région capitale du plastique végétal. Associé au pôle de compétitivité Matikem, l'institut privilégie l'amidon des plantes plutôt que les molécules pétrochimiques.

Baisse des émissions de gaz à effet de serre de 12 % en France depuis 1990. La France a ainsi respecté les engagements pris dans le cadre du protocole de Kyoto. L'agriculture participe à ces émissions à hauteur de 21 %, 2^{ème} contributeur derrière les transports (28 %) et devant les secteurs résidentiels-tertiaires et industriels.

Transport et logistique

30 % de transport ferroviaire au port de Dunkerque dans les pré et post-acheminements de marchandises embarquées et débarquées. Le GPM de Dunkerque se place ainsi comme l'une des principales « gares » de marchandises en France.

Le CMDU de Lille vient d'ouvrir ses portes. Situé sur le port fluvial, le Centre Multimodal de Distribution Urbaine offre aux entreprises des services mutualisés de proximité pour le stockage, la livraison et la récupération des marchandises avec une logistique inverse, au service de l'économie circulaire.

Economie

La croissance repart en France, mais toujours sans emplois. La surprise du rebond de la croissance française à 0,6 % au premier trimestre redonne espoir, sans toutefois que cela suffise pour redresser la situation de l'emploi, particulièrement dans notre région où les signes de fragilité persistent, notamment dans l'industrie.

Les prix alimentaires au plus bas depuis 5 ans. Selon la FAO, les prix des produits alimentaires mondiaux sont toujours orientés à la baisse (-1,2 % en avril, soit -19,2 % sur un an). Ce sont essentiellement les prix du lait, du sucre et des céréales qui chutent tandis que la viande fait figure d'exception (+1,7 % grâce à une revalorisation de la viande de bœuf).

Une politique pour réduire de 50 % le gaspillage alimentaire d'ici 2025. L'amendement Garot, du nom du député de la Mayenne, a été voté le 21 mai dernier et propose des pistes concrètes comme la généralisation des rayons anti-gaspi, l'obligation de donner les invendus à des associations caritatives ou encore la valorisation du circuit de l'alimentation animale. La FAO estime le gaspillage alimentaire mondial à 160 kg par an et par habitant avec un coût direct de 1 000 Md\$.

Agroéquipements

Usine Kubota à Bierne : les tracteurs sortent des chaînes. Le calendrier annoncé en décembre 2013 est quasi respecté : les lignes de l'unique site français du constructeur japonais (115 000 m²) sont désormais opérationnelles. L'objectif reste fixé à 3 000 unités annuelles. La moitié de ces tracteurs serait destinée au marché européen et un millier au marché nord-américain.

La France : 3^{ème} fabricant européen d'agroéquipements. Avec 17 000 emplois et 5 Md€ de chiffre d'affaires, la France se place derrière l'Allemagne et l'Italie pour la fabrication d'agroéquipements. Plus de 40 constructeurs sont implantés sur l'ensemble du territoire national, avec une plus forte concentration dans la moitié nord.